

les prêteurs de ce pays exigent un intérêt allant jusqu'à 25 p. 100. J'ai été renversé par cette révélation qui me paraissait extraordinaire et incroyable. Cependant, de simples calculs nous révèlent que cette société exige, au Canada, un intérêt de 22 p. 100 à l'égard des petits prêts.

Cela veut dire que lorsqu'un dollar emprunté a servi quatre fois et demie, il disparaît sous forme d'intérêt. Et cet exemple peut se multiplier à des millions et peut-être même à des milliards d'exemplaires car il ne s'agit ici que d'une des plus petites sociétés. La *General Motors Acceptance Corporation* est une société beaucoup plus importante qui se livre à ces mêmes transactions. Il y a aussi la *Traders Finance Corporation Limited* et la *Trans-Canada Credit Corporation Limited*. Multiplions par deux milliards le dollar emprunté et songeons qu'après avoir été utilisés quatre fois et demie, ces dollars s'épuisent sous forme d'intérêt. On voit donc comment le régime économique actuel contribue à la perte de la puissance d'achat des Canadiens.

Ce n'est là qu'un point. Il y a, en outre, les bénéfiques industriels ordinaires. Qu'on me permette de dire immédiatement que je ne m'élève pas contre les bénéfiques réalisés par l'industrie ni contre ce qu'on appelle la libre entreprise, pourvu qu'elle reste vraiment libre. Mais il se fait effectivement de l'exploitation. Ces chiffres l'attestent. Et nous savons que, chaque année, surtout depuis 1946, année où la réglementation des prix a été abolie, la puissance d'achat de la population canadienne a diminué à un rythme de plus en plus rapide. Voilà la façon dont notre régime économique fonctionne et certaines des difficultés que présente l'existence des citoyens ordinaires au Canada.

Quels remèdes peut-on apporter à cette situation? Certains députés ont déjà proposé le relèvement des prestations de bien-être social afin de redonner une plus grande puissance d'achat au citoyen moyen. Je suis bien d'accord. Dans la mesure où on relèvera la pension de vieillesse, les allocations familiales, les allocations aux anciens combattants et les autres prestations de bien-être, nous contribuerons à la solution du problème en accordant à la population un plus fort pouvoir d'achat. Dans son mémoire au gouvernement, la Fraternité des employés de chemins de fer a proposé, l'automne dernier, un relèvement général de \$2 de toutes les allocations familiales afin qu'elles soient dorénavant de \$7, \$8, \$9 et \$10 au lieu de \$5, \$6, \$7 et \$8.

Cette proposition est excellente mais elle ne saurait tout résoudre. Il faudra rendre à ceux qui l'ont perdu, l'administration du

capital qu'ils ont créé et leur permettre d'être partie aux décisions prises quant à son utilisation. On peut y parvenir de deux façons principales. On peut, bien entendu, opter pour l'étatisation. Je n'hésite pas à dire que si nous voulons supprimer vraiment les monopoles et les coalitions au Canada il faudra recourir à autre chose que la loi actuelle sur les enquêtes en matière de coalitions. Il faudra établir l'entreprise d'État.

L'autre méthode est la méthode coopérative. Il n'y a pas de meilleur moyen de remettre entre les mains de ceux qui créent le capital, la gestion et la surveillance du capital ainsi créé. Sauf erreur, des progrès auraient déjà été réalisés en ce sens, en Nouvelle-Écosse. Quoi que fassent le Gouvernement et le Parlement, c'est dans la mesure seulement où on encouragera et aidera les gens à utiliser la méthode coopérative de production et de distribution que nous réussirons à remettre entre les mains des gens qui créent la richesse, la gestion et la surveillance de cette richesse.

Je me rends compte que cela s'écarte de la doctrine économique actuelle du Gouvernement. Pour ma part j'ai toujours regretté qu'on ait de plus en plus tendance, dans les rangs du parti libéral où se trouvent pourtant bien des hommes que j'admire beaucoup, à se conformer toujours davantage à l'attitude officielle du Gouvernement. Fidèle lecteur du *hansard* depuis plus de 20 ans, je me souviens que le parti libéral a déjà eu quelques rebelles ou des hommes de gauche.

**L'hon. M. Martin:** Tous des progressistes.

**M. Zaplitny:** Je me rappelle l'honorable ministre de la Santé nationale et du Bien-être social alors qu'il était simple député. Il a souvent pris la parole pour appuyer l'ancien chef du parti cécéliste, feu M. J. S. Woodsworth. Je me rappelle l'honorable député de Rosthern (M. Tucker) lorsqu'il était nouveau député et grand réformateur à divers égards. C'était avant qu'il succombe à la tentation de diriger une campagne politique en Saskatchewan. Il était alors à bien des égards un peu réformateur sur le plan monétaire. Je me rappelle l'honorable député de Spadina (M. Croll) avant son arrivée à la Chambre. Il a joué le rôle de Simon Bolivar à Queen's Park, lorsqu'il a rompu avec Hepburn au sujet de la question ouvrière. C'est un des rares libéraux de gauche qui sont venus à la Chambre pour railler et qui sont restés pour railler. Il semble que les autres ont fait leur soumission à la loi aveugle du conformisme et ne veulent plus s'en prendre au statu quo.